

Communiqué de Presse

Vendredi 27 septembre 2013

Depuis le début de l'été, les paroles d'élus et de responsables politiques concernant les roumains et bulgares vivant en bidonvilles se sont multipliées. Elles n'ont fait qu'attiser le rejet et renforcer la stigmatisation dont sont l'objet ces populations qui vivent dans une précarité épouvantable.

Dans cette droite ligne, les dernières prises de position du Ministre de l'Intérieur nous ont totalement abasourdis.

Le ministre de l'intérieur prétend par exemple que la plupart de ces familles ont "vocation" à retourner à Roumanie. Que fait-il de l'intérêt supérieur des enfants ? Ceux qui ont grandi dans notre pays ou parfois même qui sont nés en France trouveront-ils une vie meilleure dans un pays où les efforts à réaliser en matière de protection de l'enfance demeurent considérables ? 8% des enfants roumains - 35% des enfants roms - vivent en dessous du seuil de pauvreté en Roumanie.

A ces paroles, s'ajoutent les actes : les démantèlements intensifs des bidonvilles, d'une ampleur sans équivalent depuis plus d'un an, sans solution de relogement, constituent un véritable harcèlement pour des familles qui peuvent vivre plusieurs expulsions en quelques semaines et se retrouvent parfois à la rue.

Cette politique aveugle, coûteuse, sans aucune vision à long terme est aussi inefficace que dangereuse. Malgré le harcèlement, la très large majorité des familles se maintient ou revient en France, conformément aux droits qui sont les leurs en tant que citoyens européens. Les enfants et adolescents des bidonvilles, voient leur vulnérabilité renforcée : rupture scolaire, rupture de soins, pression psychologique, détérioration des conditions de vie...

Les responsables politiques trahissent des valeurs républicaines fondamentales en instrumentalisant ce sujet à des fins électorales. Ces manœuvres, et ces discours, réservés jusqu'alors à l'extrême droite sont désormais celles de représentants de grands partis de gouvernement, sans qu'elles ne soulèvent l'indignation des Françaises et des Français.

Hors La Rue maintiendra sa vigilance durant les mois qui viennent et continuera à se battre pour la mise en place d'une politique alternative, nécessaire et urgente tant l'échec est patent, respectueuse des personnes et des valeurs qui fondent notre pacte républicain.

Hors La Rue
70 rue Douy Delcupe
93100 Montreuil
01 41 58 14 65
06 86 85 99 83